

Défaite d'Obama : la totalité des gouvernements sud-américains lui demande de retirer son décret contre le Venezuela

Thierry
DERONNE

15 mars
2015



Cinglante défaite pour Barack Obama et nouveau pas dans l'unité et la souveraineté latino-américaines : tous les Etats membres de l'*Union des Nations Sud-Américaines (Unasur)*, à savoir l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Guyana, le Paraguay, le Pérou, le Surinam, l'Uruguay et le Venezuela se sont réunis en session extraordinaire à Quito ce samedi 14 mars 2015 pour manifester leur rejet unanime du décret pris par Washington contre le Venezuela le 9 mars 2015 parce qu'*il constitue une menace d'ingérence et de violation de la souveraineté et du principe de non-intervention dans les affaires intérieures d'autres États*".

Chargé de lire la déclaration finale, le chancelier de l'Uruguay a expliqué que les douze gouvernements ont réaffirmé leur engagement « *avec la pleine actualité du droit international, la solution pacifique des controverses et le principe de non-intervention* » et, dans une claire allusion à la possibilité d'un blocus économique ou d'une invasion militaire, ont appelé tout gouvernement « *à s'abstenir de mesures coercitives unilatérales qui violent le droit international* ». Les participants à la réunion de Quito ont demandé instamment aux États-Unis d'évaluer et de mettre en pratique « *des alternatives de dialogue avec le Gouvernement du Venezuela basée sur les principes de souveraineté des peuples* » .

En outre, le porte-parole a rappelé que l'UNASUR poursuivra sa mission d'accompagnement du « *plus large dialogue politique avec toutes les forces démocratiques vénézuéliennes, dans le plein respect de l'ordre constitutionnel, des droits humains et de l'État de droit* ». La semaine passée la délégation de l'UNASUR s'était rendue à Caracas pour enquêter sur la tentative de coup d'État du 12 février contre le gouvernement de Nicolas Maduro, avait invité les diverses forces politiques à un réunion et s'était entretenue avec les autorités du Centre National Électoral. Au terme de ces travaux, le président de l'UNASUR, l'ex-président colombien Ernesto Samper, avait rejeté toute ingérence extérieure et recommandé à l'opposition de jouer le jeu électoral et de renoncer à la violence.

Une position réaffirmée ce samedi par le chancelier uruguayen : « *L'Unasur considère que la situation intérieure du Venezuela doit être résolue par les mécanismes prévus dans la Constitution vénézuélienne* » et offre son plein appui dans le cadre de l'observation des prochaines élections législatives prévues cette année au Venezuela, « *convaincue de l'importance de maintenir l'ordre constitutionnel, la démocratie et la plus totale permanence des droits humains fondamentaux de l'Unasur* ».

Pour rappel, le lundi 9 mars 2015, le gouvernement des États-Unis avait franchi un nouveau seuil dans les menaces vis-à-vis du Venezuela lorsque le président Barack Obama avait signé un ordre exécutif décrétant « *l'urgence nationale aux États-Unis vu la menace extraordinaire et inhabituelle que représente le Venezuela pour notre sécurité nationale et notre politique extérieure* » (sic).

Ce document avait, en peu de jours, suscité une solidarité active avec le Venezuela de la part des mouvements

sociaux latino-américains et de collectifs du monde entier qui ont défilé à Buenos Aires, à Brasilia, à La Paz, à Managua, La Havane, etc.. jusqu'à Madrid : collectifs citoyens, mouvements étudiants, syndicats de travailleurs, mouvements paysans comme les *Travailleurs Sans Terre du Brésil*...



Marche de soutien à Buenos Aires



Marche de soutien à Brasilia

Le président équatorien Rafael Correa a déclaré : *« Comment ne pas rejeter avec indignation cette barbarie ! A l'époque des dictatures des années 70, c'était quelque chose de commun mais aujourd'hui, en plein XXIème siècle ! Le droit international existe ! Que l'on soit ou non d'accord avec le gouvernement de Nicolas Maduro, la plus élémentaire des dignités nous oblige, en tant que latino-américains, à rejeter tant d'arrogance, tant d'unilatéralisme, tant d'impérialisme. Nous en avons assez ! Quelle honte ! »*. Pour l'ex-Président Mujica, dire que *« le Venezuela est une menace est une folie, nous en avons assez de l'intromission permanente des États-Unis ! »* et le président bolivien Evo Morales a exigé au président Obama de présenter ses excuses à l'Amérique Latine.

Des théologiens brésiliens de la Libération comme le père franciscain Leonardo Boff et l'évêque Pedro Casaldáliga, le Père nicaraguayen Miguel d'Escoto, ex-Secrétaire Général de l'ONU, ainsi que l'évêque Thomas Gumbleton et l'ex-Procureur Général des États-Unis Ramsey Clark, ont écrit au président Obama pour lui demander de retirer son décret. *« Nous qualifions d'honteux et de profondément hypocrite votre décret. Il constitue également une violation flagrante du droit international en tant que menace d'usage de la force contre le Venezuela et en tant qu'encouragement à vos agents vénézuéliens pour qu'ils continuent à déstabiliser le pays »*.



Message personnel envoyé à la Maison Blanche par la population de l'État de Falcon (Venezuela), depuis le Parc National Médanos de Coro, le 12 mars 2015.

T.D., Caracas, 14 mars 2015.

»» <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/03/15/la-totalite-des-gouver...>